



## Comment la Norvège a trahi les accords d'Oslo – et les dirigeants palestiniens aussi

La Norvège a participé à la rédaction des accords d'Oslo. Elle a ensuite trahi son principe d'impartialité et s'est rangée du côté des Palestiniens.

Par Jan Kapusnak

Le 11 février 2026, Mahmoud Abbas, longtemps chef de l'Autorité palestinienne et président de l'Organisation de libération de la Palestine (OLP), arrive à Oslo. Ce n'est pas une simple capitale européenne, mais celle qui a donné son nom à l'expérience diplomatique la plus célèbre du conflit israélo-palestinien.

Trente-trois ans plus tôt, les travaillistes norvégiens avaient mis au point le canal secret. Sous l'impulsion du sociologue Terje Rød-Larsen et de la diplomate Mona Juul, puis repris au niveau ministériel par le ministre des affaires étrangères Johan Jørgen Holst, il avait abouti à la déclaration de principes de 1993 (Oslo I) et à l'accord intérimaire de 1995 (Oslo II). Ce processus a permis à Yasser Arafat, Shimon Peres et Yitzhak Rabin de recevoir le prix Nobel de la paix en 1994.

Le principe d'Oslo était historiquement audacieux. Au lieu de mettre fin au conflit d'un seul coup, les parties construiraient des habitudes de coexistence par le biais d'obligations réciproques : coopération en matière de sécurité, mise en place d'institutions et engagement mutuel de ne régler les questions relatives au statut final que par le biais de négociations directes. Cette réciprocité est précisément ce qui s'est discrètement évaporé de la garde de la Norvège.

Au Government Guest House, Jonas Gahr Støre, premier ministre norvégien et chef du parti travailliste, a reçu M. Abbas dans le registre familial de la pacification norvégienne. La solution des deux États, a-t-il déclaré, reste « la vision politique à laquelle nous devons aspirer ». Il a décrit les Palestiniens comme vivant dans des « conditions extraordinairement difficiles », a souligné la conduite d'Israël en Cisjordanie et à Gaza comme une « pression militaire » et a exhorté Israël à respecter « les règles et règlements fondamentaux du droit international ». L'effet a été de présenter les opérations militaires israéliennes comme une pression punitive plutôt que comme un moyen d'autodéfense, tout en laissant la violence palestinienne – et les questions de sécurité qui motivent l'action israélienne – sous silence.

M. Støre a également déclaré que la Norvège souhaitait que les Palestiniens soient « gouvernés par des institutions démocratiques ». Pourtant, aux côtés d'Abbas, il n'a pas mentionné le déficit démocratique flagrant de l'Autorité palestinienne, sa



## Comment la Norvège a trahi les accords d'Oslo – et les dirigeants palestiniens aussi

corruption endémique ou ses violations flagrantes des accords d'Oslo. Si Oslo est un contrat, les obligations de l'une des parties ne peuvent être traitées comme une étiquette facultative.

Les accords d'Oslo reposaient sur un marché simple : Israël transfère des terres et de l'autorité, et les dirigeants palestiniens démantèlent l'infrastructure terroriste et désarment les factions armées en appliquant un véritable monopole de la force. Oslo II est explicite : les deux parties doivent prendre « toutes les mesures nécessaires » pour prévenir « les actes de terrorisme, les crimes et les hostilités » contre l'autre partie, et agir contre les contrevenants. L'autonomie palestinienne n'a jamais été destinée à devenir un refuge pour les milices ou une zone grise où la violence se poursuit sous différentes bannières.

La violence des colons juifs en Cisjordanie constitue indéniablement un problème grave qui ne cesse de s'aggraver. Israël – en particulier sous les derniers gouvernements – a trop souvent omis d'y faire face avec la cohérence et la sévérité requises. Mais il ne s'agit pas du même phénomène que le terrorisme organisé palestinien, qui n'a pas pris fin avec Oslo et qui, à de nombreuses reprises, s'est intensifié au lieu de reculer.

Plusieurs factions de l'OLP n'ont jamais vraiment abandonné la lutte armée. Il s'agit notamment des ramifications armées du Fatah, en particulier les Brigades des martyrs d'Al-Aqsa (dont Abbas est le président) et les Brigades Abu Ali Mustafa, la branche armée du Front populaire de libération de la Palestine (FPLP). À Gaza, ces factions ont parfois combattu aux côtés du Hamas et du Jihad islamique palestinien, qui rejettent ouvertement les principes d'Oslo. Parfois, même le personnel de sécurité de l'Autorité palestinienne – y compris des membres de la police palestinienne – a été impliqué dans des attentats.

L'AP a également violé l'esprit d'Oslo en maintenant des récompenses financières liées au terrorisme par le biais du système de fonds pour les prisonniers et les « martyrs », surnommé « pay-for-slay ». Ce système prévoit des versements mensuels aux Palestiniens emprisonnés pour des attaques terroristes contre des Israéliens et aux familles d'attaquants tués lors d'agressions. Il s'agit d'une mesure incitative, car les paiements sont traditionnellement proportionnels à la durée de la peine : les délinquants les plus graves reçoivent les prestations les plus élevées. L'AP défend cette mesure comme un soutien social aux « prisonniers » et aux « martyrs ».



## Comment la Norvège a trahi les accords d'Oslo – et les dirigeants palestiniens aussi

Les États-Unis et l'Union européenne ont tenté à plusieurs reprises de faire pression sur Ramallah pour qu'il mette fin à ces allocations. Abbas a trouvé à plusieurs reprises des moyens de rassurer les donateurs sur le fait qu'il le ferait – sans démanteler le système. Sous Donald Trump, le Taylor Force Act (2018) a conditionné certaines aides américaines à l'arrêt des paiements. Sous Joe Biden, la pression s'est poursuivie. En février 2025, M. Abbas a publié un décret qui mettait fin au « fonds des martyrs » et transférait les allocations dans un nouveau cadre ; l'UE s'est félicitée de cette décision. En avril 2025, l'UE a dévoilé un programme de soutien de 1,6 milliard d'euros pour l'Autorité palestinienne, tout en insistant sur le fait qu'aucun de ses fonds ne devait être utilisé pour le paiement des « martyrs ». Mais en février 2026, Palestinian Media Watch a allégué que la réforme était en grande partie cosmétique : environ 315 millions de dollars ont encore atteint plus de 23 000 bénéficiaires, reclassés en tant que fonctionnaires, personnel de sécurité et retraités.

Une autre violation d'Oslo est la tolérance et le parrainage par l'AP de la propagande hostile, de l'incitation et de la glorification de la violence. Oslo II exige des mesures juridiques pour mettre fin à l'incitation. Au lieu de cela, l'Autorité palestinienne a nourri une culture publique qui célèbre les agresseurs : des écoles, des rues, des places, des camps et des tournois portant le nom des agresseurs ; des messages qui délégitiment Israël ; et un idéal civique de « martyr » contre « l'occupation ».

L'enseignement de l'Autorité palestinienne est l'un des domaines les plus clairs où l'interdiction d'Oslo sur la « propagande hostile » est considérée comme facultative. De nombreux rapports de suivi décrivent des schémas récurrents : des cartes qui effacent Israël, des cours d'éducation civique et d'histoire enseignés en termes de somme nulle et un langage qui érige la « résistance » en vertu civique. Même sans appel explicite à la violence, l'effet cumulatif est de délégitimer la permanence d'Israël, de normaliser la confrontation et d'assimiler le compromis à une capitulation.

La Norvège, en particulier sous les gouvernements conservateurs, a donné l'impression de comprendre ce qu'Oslo interdit. L'exemple le plus clair est l'épisode Dalal Mughrabi. En 2017, un centre pour filles inauguré par le Comité technique des affaires féminines (WATC), une ONG basée à Ramallah, a été baptisé du nom de Mughrabi, un terroriste lié au Fatah associé au massacre de la route côtière de 1978 qui a tué 38 civils israéliens, dont 13 enfants. La Norvège a condamné cette glorification. Le ministre des affaires étrangères, Børge Brende, l'a qualifiée de



## Comment la Norvège a trahi les accords d'Oslo – et les dirigeants palestiniens aussi

« totalement inacceptable » et a proposé de geler les financements liés au projet.

Mais lorsque le gouvernement travailliste norvégien est revenu, l'instinct de tracer des lignes rouges claires s'est estompé au profit d'une attitude consistant à financer d'abord et à faire appliquer ensuite. Par l'intermédiaire du ministère des affaires étrangères et de NORAD (l'agence nationale norvégienne d'aide au développement), la Norvège, via des subventions directes et des canaux de financement indirects, achemine des dizaines de millions de dollars vers des ONG politisées opérant en Israël, en Cisjordanie et dans la bande de Gaza. Il s'agit notamment de groupes actifs dans le BDS (campagnes de boycott ciblant Israël) et dans le « lawfare » à la Cour pénale internationale (utilisation des poursuites internationales comme stratégie politique contre Israël). En 2024, la Norvège s'est engagée à verser plus de 267 millions de couronnes norvégiennes (environ 26 millions de dollars ; 20 millions de francs suisses) à des ONG impliquées dans le conflit israélo-arabe. Un certain nombre de ces bénéficiaires sont signalés pour leurs liens avec le Front populaire de libération de la Palestine (FPLP), une organisation terroriste désignée par les États-Unis, l'Union européenne, le Canada et Israël. Un État qui se veut le gardien d'Oslo ne peut pas considérer la glorification systémique de la violence comme un problème de relations publiques.

Une autre violation d'Oslo est l'internationalisation unilatérale. Oslo II interdit aux deux parties de modifier le statut de la Cisjordanie et de Gaza avant les négociations sur le statut final. Pourtant, pendant plus d'une décennie, les dirigeants palestiniens ont cherché à obtenir le statut d'État par le biais d'organismes internationaux et de forums juridiques, en faisant pression sur Israël tout en contournant les négociations. L'asymétrie est désormais habituelle : Israël est condamné pour ses manœuvres visant à modifier le statut, tandis que les avatars de l'Autorité palestinienne en la matière sont salués comme de la diplomatie et souvent activement soutenus.

Les jalons sont clairs et la Norvège a approuvé la trajectoire très tôt. Elle a voté pour l'admission de la « Palestine » à l'UNESCO le 31 octobre 2011, et a voté pour le reclassement par l'Assemblée générale des Nations unies en tant qu' « État observateur non membre » le 29 novembre 2012. En 2024, la Norvège, suivant la même logique, a reconnu un État palestinien. Cette reconnaissance était un raccourci unilatéral du principe fondamental d'Oslo : les questions relatives au statut final devaient être réglées par des négociations directes, et non par une attribution externe. Intervenant si peu de temps après le 7 octobre, cette décision ressemblait moins à un ajustement diplomatique qu'à une récompense accordée



## Comment la Norvège a trahi les accords d'Oslo – et les dirigeants palestiniens aussi

dans la foulée du terrorisme.

La Norvège veille également à la solvabilité de l'Autorité palestinienne. En présidant le Comité de liaison ad hoc (AHLC) – le principal forum de donateurs créé après Oslo pour coordonner l'aide à l'AP – la Norvège contribue à soutenir une autorité souvent inepte, même lorsque la « réforme » reste largement rhétorique. Après le 7 octobre, lorsqu'Israël a retenu une partie des recettes fiscales palestiniennes qu'il perçoit au nom de l'Autorité palestinienne, la Norvège a aidé à trouver une solution de rechange qui a permis de débloquer une tranche. En juillet 2025, elle a ajouté 200 millions de couronnes norvégiennes (environ 20 millions de dollars) en soutien budgétaire direct pour aider à couvrir les salaires du secteur public de l'Autorité palestinienne.

Même s'il a été prouvé que certains membres du personnel de l'UNRWA à Gaza étaient impliqués dans les attaques du 7 octobre – et que de nombreux donateurs ont gelé leur financement – la Norvège a choisi la voie opposée. Elle a déclaré qu'elle continuerait à soutenir l'UNRWA, qu'elle augmenterait son financement et qu'elle encouragerait d'autres donateurs à reprendre leurs activités.

En mars 2024, le ministère norvégien des affaires étrangères a déclaré qu'il s'efforçait de contrer « les perceptions de nombreux pays du Sud selon lesquelles les pays occidentaux ont deux poids, deux mesures », mais il a ensuite semblé ironiquement les confirmer, bien qu'à l'envers. Le rapport a déclaré que la campagne israélienne à Gaza constituait une violation flagrante du droit humanitaire international et qu'elle ne faisait pas la distinction entre les civils et les combattants.

Dans le même temps, elle a relégué les crimes de guerre systématiques du Hamas – notamment le massacre du 7 octobre, les tirs de roquettes aveugles et l'utilisation de boucliers humains pour maximiser les pertes – au second plan plutôt que d'en faire le moteur du champ de bataille. Il en résulte un schéma norvégien familier : une certitude morale maximale lorsqu'il s'agit de réprimander Israël, et une réticence frappante à tenir les acteurs palestiniens pour systématiquement responsables. La visite d'Abbas à Oslo a rendu le symbolisme inévitable : L' « esprit » d'Oslo est enterré à Oslo, par le pays qui prétend le préserver.

-----

Jan Kapusnak est analyste politique et auteur. Il vit à Tel Aviv.